

ÉCOLO, RÉALISER L'ÉCOLOGIE

Les Verts rentrent en zone de turbulences d'avant congrès. Loin des discours rassembleurs et attrape-tout, ÉCOLO souhaite exposer ses convictions. Les échéances électorales sont décisives, les Verts ont la responsabilité d'inspirer confiance pour la réalisation d'un projet au profit de tous.

TERRIBUNE DES VERTS N°15 • AUTOMNE 2004 • VERT-CONTACT N°721

Encore trop peu d'écologie

La situation des Verts est meilleure que celle de 2002 : nombre d'élus régionaux en hausse (168), score honorable aux Européennes, finances rétablies, achat d'un siège national... L'autonomie au premier tour des régionales a permis, là où elle a été possible, là où elle a été réalisée, une meilleure visibilité des Verts. Aujourd'hui, nous sommes un partenaire obligé à gauche. Participant à la majorité des Verts, nous revendiquons une partie de ce bilan positif.

Cependant le fonctionnement interne ne s'est guère amélioré. Opinion publique et adhérents n'ont pas compris les errements vers l'extrême-gauche (appel Ramulaud) et vers le PS (médiaïques séminaires de "gauche.net"). Les leaders médiatiques des Verts ont essentiellement parlé d'alliances, rarement d'écologie. Petites phrases et mauvaise lisibilité des orientations politiques ont eu pour conséquence un plafonnement des Verts à 8-9 %, alors que l'espérance légitime est à 15 %.

L'écologie, j'y crois !

La crise écologique est de plus en plus forte : disparition progressive des énergies fossiles, dérèglement climatique, malnutrition, destruction de la diversité biologique, impact sanitaire des pollutions, risque nucléaire. Elle ruine notre planète, nourrit les crises sociales et géopolitiques. Une minorité confisque les ressources naturelles du Monde : réduire l'empreinte écologique globale du Nord est devenu un impératif. Ces crises donnent du crédit aux prévisions des écologistes.

Nous devons convaincre de la pertinence de nos propositions. **L'écologie est un projet global, autonome, suffisamment novateur pour s'affirmer comme une force politique à part entière. L'écologie n'est pas réductible à la social-démocratie dont il faudrait verdir le programme ou devenir une composante du champ protestataire de l'extrême gauche.** Il y a bien un paradigme écologiste.

Si tous les Verts partagent, en

principe, le même programme, tous ne mettent pas en avant les mêmes priorités. Dans un monde aux ressources limitées, seule une société de sobriété peut répondre en même temps aux besoins environnementaux, économiques et sociaux.

Ce n'est pas la science qui viendra, comme par miracle, répondre au risque de destruction de la planète : c'est une démarche nouvelle de coopération économique, sociale, politique fondée sur la préservation des équilibres écologiques. La force de cette démarche, c'est sa dimension éthique. Il faut la réaffirmer par tous les moyens non-violents. La résistance civile, active, à ce qui nous est imposé sans débat démocratique (OGM, nucléaire, ...) est une des modalités de défense de l'intérêt général.

Ensemble et responsables

L'ambition des Verts doit être d'occuper pleinement l'espace de l'écologie politique. Être attractifs pour tous les citoyens, sans exclusive et sans démagogie, les Verts ont la

ÉCOLO, RÉALISER L'ÉCOLOGIE [SUITE]

responsabilité de mobiliser autour d'un projet raisonnable d'alternative au productivisme.

Nous devons dialoguer davantage qu'hier avec les partenaires, monde associatif et organisations syndicales, qui s'interrogent sur l'utilité sociale de produire toujours davantage, sur le partage du travail et des revenus et le coût social de cette production (environnement, exposition aux risques, rythmes imposés...)

Nous devons être les partenaires politiques des militants de la décroissance. Nous devons accompagner ceux qui dévoilent les hypocrisies et les faux-semblants des acteurs dominants du monde économique productiviste. Nous devons amener les grandes entreprises à débattre publiquement de la contradiction entre leur conversion soudaine au développement soutenable et les moyens employés pour garantir leur profit.

Des partis environnementalistes continuent d'exister dans l'espace que leur laisse l'alliance Verts-PS. Leurs programmes méritent confrontation avec le nôtre afin de faire apparaître nos convergences et différences.

Les dérives communautaristes nécessitent une ferme dénonciation : propos de Tarik Ramadan, incitations au port du voile, appel d'Ariel Sharon aux français de confession juive pour qu'ils quittent la France. Le communautarisme peut être aussi manipulé par des lobbys religieux, politiques ou commerciaux. La laïcité devra être renforcée pour assurer des apprentissages collectifs nouveaux, de l'autonomie et de la diversité tant à l'école que dans l'entreprise et la Cité.

L'action des Verts s'inscrit dans une démarche politique non-violente, respectueuse du principe de subsidiarité, orientée vers une Europe plus démocratique et fédérale.

Il convient de garantir la diversité historique et culturelle de l'Europe. C'est une raison importante de défendre le oui à la Constitution européenne, malgré les imperfections du texte. Mais le débat doit être mené jusqu'au bout, avec les partisans du non, sur l'objet réel du traité constitutionnel : la construction fédérale elle-même.

Échéances de 2007 : tenir compte des leçons du passé

Une droite libérale singulièrement entreprenante se prépare à prendre le relais d'une génération usée. Face à cette menace les Verts doivent convaincre de la pertinence de leurs propositions, notamment sur le plan économique.

Les résultats programmatiques que nous voulons obtenir dans une future participation gouvernementale devront faire l'objet d'une rapide annonce publique, puis d'une négociation au grand jour, avec nos partenaires de gauche. L'accord programmatique portera sur 9 chantiers : un «plan climat», une consommation énergétique libérée du «fossile» et du nucléaire, des mesures pour l'emploi du plus grand nombre, la réduction des inégalités sociales, le développement de l'agriculture biologique, une protection tangible de la nature, un urbanisme écologique à taille humaine, la prohibition de toutes les discriminations, une réforme importante des institutions renforçant le parlement.

Sans «la proportionnelle», il n'existe ni parité effective, ni écoute du peuple, ni élu libre vis-à-vis des autres formations politiques. C'est un choix éthique et stratégique pour sortir les Verts du dilemme infernal : faut-il des électeurs ou des élus ? À quoi sert, en effet, un contrat programmatique de qualité,

si les Verts n'ont pas la garantie institutionnelle de son application ? Cette exigence, élément clef de l'accord Verts/PS de 1997, n'a pourtant pas été mise en œuvre. Il faudra **avoir le courage politique de refuser tout accord à la présidentielle et aux législatives si la réforme introduisant la proportionnelle n'est pas retenue par le PS avec l'inscription du projet de loi dans les six premiers mois de la nouvelle Assemblée**. Dans l'attente de cette «proportionnelle» une liste de circonscriptions réservées aux Verts devra être négociée avec les partenaires de gauche dès 2005 pour que nos candidats aient le temps de s'implanter. Car notre objectif est d'avoir un groupe parlementaire vert et indépendant à l'Assemblée nationale.

Les Verts présenteront une candidature issue de leurs rangs pour l'élection présidentielle. Ils ne soutiendront le candidat «de gauche», le mieux placé, que s'il existe un accord portant sur la présidentielle et les législatives, signé avant les échéances.

Pour les élections municipales, nous souhaitons une présence Verte au premier tour, garantie par des listes autonomes, dans les 100 premières villes de France et des candidats verts dans le plus de communes possible du monde rural. Des listes communes de premier tour ne se justifieront que par des têtes de liste Vertes.

Mettons (enfin) en œuvre une réforme efficace du Parti

L'inefficacité des règles de fonctionnement a pour effet de créer au sein des Verts un véritable marché ultralibéral de l'offre et de la demande d'ambitions ! Si notre objectif collectif est sincère pour faciliter la prise de décision démocratique, des améliorations paraissent évidentes :



ÉCOLO, RÉALISER L'ÉCOLOGIE [SUITE]

39

- un mode de désignation stable et unifié des candidats aux élections ;
- un CE réduit engagé à respecter l'orientation majoritaire de l'Assemble Fédérale ;
- un CNIR plus présent, gérant mieux ses intersessions, notamment à travers ses commissions et son bureau, alternative à la suggestion d'un Bureau politique ;
- la création d'une Commission nationale de résolution des conflits ;
- les tendances, pour contribuer de façon proportionnée à la formation des débats et des suffrages internes, doivent être limitées et régulées, notamment pour les procédures locales. ÉCOLO en a conscience et fera des propositions pour que

leur fonctionnement interne puisse devenir plus transparent.

Les Verts ont besoin, à tous les niveaux d'exécutif, d'un parti qui appuie ses élus en mutualisant leurs expériences et compétences. Ils doivent prendre l'initiative de créer un Centre de ressources documentaires et d'histoire de l'éologie. Celui-ci analysera les problématiques de société, montrera à tous les politiques publiques des Verts s'ils étaient au gouvernement, et organisera les débats nécessaires.

Une attention particulière doit être portée aux jeunes générations : Souris Vertes mais également Fac Verte trop négligée par nos instances nationales.

Fédéralistes, les Verts français doivent s'investir plus profondément et plus concrètement dans le Parti Vert européen.

Les réformes du fonctionnement des Verts devront être ratifiées par un référendum militant, dans les six premiers mois de la nouvelle mandature.

Nos convictions sont solides, elles méritent du courage, celui de rencontrer les citoyens, celui d'avoir des électeurs avant d'avoir des élus, celui d'être autonome. Nous sommes certains que vous êtes nombreux, militants, à souhaiter que les choses bougent, non pour vous-même mais pour ériger une société durable.